

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 9 au 15 avril 2016

Rappel, la semaine dernière : élections au Congo-Brazzaville, loi Travail, Panama papers, abattoirs, menace terroriste ...

Dialogues Citoyens : même niveau que les précédentes

Les messages (courriels) ont été un peu plus nombreux dans l'après-midi. L'émission est finalement commentée au même niveau que les précédentes, dont **plus de la moitié sont des témoignages de soutien (52%) contre 39% de critiques.**

➤ Parmi les correspondants satisfaits, **la quasi-totalité soulignent la démonstration de qualités personnelles** : « Vous étiez perspicace, intransigeant, spontanés » ; « Votre courage politique, votre absolue honnêteté ». Certains mettent en cause le comportement des journalistes, en particulier de Léa Salamé, jugé « déplacé face à un chef d'Etat » et d'une « familiarité déconcertante » qui n'aura pas permis « d'élever le débat », faisant ressortir « une infinie patience, avec l'acceptation des innombrables manifestations d'impolitesse ou de manque de respect » ou saluant « la droiture et la réserve » face aux « critiques systématiques » de l'ensemble des participants.

A noter 4 courriers, provenant de non-électeurs de 2012, qui déclarent avoir été « convaincus » et appellent une nouvelle candidature en 2017.

➤ Les commentaires défavorables sont éclatés en divers griefs. Seuls 2 remettent en cause la personne, regrettant un manque de « pugnacité » et une attitude « sur la défensive ». **Près de la moitié portent sur la qualification de la situation, accusant d'un « déni de réalité »** en particulier sur les phénomènes de radicalisation dans les quartiers, la situation à Calais (« J'habite Calais ...j'ai été déçu de votre intervention »), ou la fiscalité (« Vous avez dit qu'il y avait moins d'impôts, mais si je vous fais parvenir mes fiches d'impôts depuis 2012, vous verrez que mon taux d'imposition a presque augmenté de 50% entre 2012 et 2015 et ce sans augmentation de revenu »).

Egalement des critiques émanant de catégories se sentant « oubliées », notamment des retraités et des handicapés (« vous parlez de l'emploi, de la jeunesse, de l'économie, du social, des démunis, du chômage, du RSA, des jeunes défavorisés, des personnes âgées, mais jamais des personnes handicapées »).

Elections au Congo-Brazzaville : en baisse, modéré

35 nouveaux correspondants vous ont interpellé sur la situation au Congo-Brazzaville, portant ainsi à 132 le nombre total de courriers depuis le scrutin du 20 mars. Tous sont très critiques sur la situation et vous demandent d'intervenir. Tous les courriers en réponse sont désormais partis (à la griffe d'I. Sima).

Candidature du PR : modéré, en nette hausse

Depuis le début du mois, près de 40 correspondants (souvent des sympathisants de gauche déçus) **ont fait part de leur opinion concernant une nouvelle candidature du Président en 2017, témoignant d'un début d'intérêt pour les prochaines échéances.**

La moitié messages reçus cette semaine sont des soutiens pour lesquels un second mandat est « indispensable pour mener à bien les réformes ». Parmi le tiers opposés à une candidature, on trouve les récriminations habituelles depuis la loi travail (« vous menez une politique de droite, à la solde du capital et de Gattaz »), ainsi que plus globalement un refus de voir « le même "trio infernal" », que lors des élections 2012 : « une hypothèse qui rendrait le choix impossible », condamnés à « préférer l'abstention ».

Evasion fiscale – « Panama papers » : en baisse, modéré à faible

L'affaire « Panama Papers » s'essouffle, même si tous les correspondants font part de leur « indignation ». **Le sentiment de « trahison » et de « dégoût » à l'égard des personnalités politiques domine les réactions (55%)** : « Avec ce genre de scandale, comment voulez-vous encourager le peuple à croire en vous, en la politique ? ». La moitié de ces « petits contribuables » soulignent « l'injustice » créée par ces comportements : « Il paraît que nous pourrions payer beaucoup moins d'impôts si l'évasion fiscale n'existait pas, faites ce que vous devez faire ! ». Par ailleurs, 20% des requérants attendent « de pied ferme » les résultats de l'enquête et les condamnations, espérant qu'elles seront « exemplaires » afin de décourager les fraudeurs. Parmi les autres réactions, un correspondant appelle l'attention sur la protection des lanceurs d'alerte tandis qu'un sympathisant socialiste remercie le Chef de l'Etat : « Bon courage pour lutter contre ces abus, vous aviez dit que votre ennemi était la finance, merci ».

Loi Travail : en baisse, modéré

Moitié moindre que les semaines précédentes, les messages sur le projet de réforme du code du travail restent majoritairement hostiles à la loi qui « tire les droits et acquis sociaux vers le bas ». La surtaxation des CDD a été notamment vilipendée par deux messages (« je me demande si vous êtes tombés sur la tête!! Taxer les CDD ? Mais personne ne vous a dit que nous tous, petits patrons, si nous n'embauchons pas c'est parce que nous n'avons pas de carnet de commande ! »), mais soutenue par une personne demandant « une loi plus stricte » contre « les CDD abusifs ». A noter **deux critiques formulées sur « le laxisme » du gouvernement face aux « jeunes casseurs »** : « Pourquoi ce laxisme et ce non-respect de l'état d'urgence ? Je suis sidéré par le manque d'autorité de l'Etat ».

Rassemblements « Nuit debout » : reste faible

Le mouvement est peu commenté en soi - peu de courriers spécifiquement sur ce thème. Parmi les commentaires, quelques riverains de la place de la République qui « vivent l'enfer » chez eux, excédés par « ces gauchistes qui se permettent de tout casser et qu'on devra réparer avec nos impôts ». Parmi les sympathisants du mouvement, quelques rares rapprochement entre « Nuit Debout » et Mai 68, soutenant une aspiration à « un changement profond de la société et pas seulement des réformes », tandis qu'un participant conseille au Chef de l'Etat de s'y rendre pour échanger avec les manifestants et comprendre leurs aspirations.

Mayotte : faible, pour le moment

8 intervenants ont alerté le Président de la République sur le climat de violence et les exactions dont une majorité de Mahorais. **Le contexte de grève générale qui dure, inquiète ces correspondants qui réclament sans délai des moyens supplémentaires pour les forces de l'ordre** : « Les gendarmes sont très peu et les policiers municipaux n'ont pas d'arme et donc ne font peur à personne. Les grèves ont provoqué une rage de la part des délinquants mais aussi des citoyens, nous sommes en état de guerre et je n'exagère pas ».

Privatisation des radars : faible mais constant

Depuis le début du mois, **l'annonce de la privatisation des radars mobiles a entraîné un flux de réactions modéré mais constant** - dont 5 cette semaine. **Largement condamnée**, l'externalisation d'une mission régalienne à des entreprises privées (« ces milices ») est exclusivement entendue comme une recherche « irraisonnée » de rentrées fiscales « sur le dos des automobilistes » et qui entraînerait à terme « un climat de suspicion et de méfiance entre [citoyens] ». A noter **qu'aucun correspondant n'est revenu sur l'argument de redéployer ces forces de gendarmerie libérées sur des missions de sécurité prioritaires.**

Campagne « Tous unis contre la haine » : en nette baisse, désormais faible

6 personnes ont réagi cette semaine, pour 66 courriers reçus depuis son lancement. Comme depuis le début, l'absence de référence au racisme « anti-blanc » ou « anti-chrétien » demeure l'argument premier.

Légalisation du cannabis : faible

Si les intervenants sont plutôt favorables à une légalisation, la moitié seulement soutiennent les déclarations de JM Le Guen : « si vous voulez arrêter le trafic, chasser l'hypocrisie et créer une nouvelle rentrée d'argent pour l'Etat, soutenez la position de M. Le Guen : légalisez le cannabis ». Un seul demande le renforcement des dispositifs de lutte contre la toxicomanie.

Fermetures de classes / regroupement d'écoles : faible

Quelques parents d'élèves, parfois représentants d'une association et un élu local, commencent à alerter sur la fermeture de leur école (souvent suite à un regroupement au sein d'une communauté de communes) ou d'une classe : « seule une logique arithmétique prévaut pour l'Education nationale, faisant fi de la qualité de l'enseignement, de la qualité de vie des élèves et la désertification du milieu rural ».

Abattoirs : faible, en baisse (5)